

L'appui du PAGOF2 au Bénin

dans son processus d'adhésion au PGO

L'un des objectifs du PAGOF2 était d'encourager les pays francophones africains non membres du Partenariat pour un Gouvernement Ouvert (PGO) à rejoindre cette initiative internationale et à renforcer leurs pratiques de gouvernance ouverte.

Dans ce cadre, le Bénin a bénéficié d'un accompagnement visant à améliorer son éligibilité au Partenariat et à mobiliser les acteurs institutionnels et non étatiques autour de cette démarche.

En avril 2025, le Bénin est devenu le 17^e pays africain membre du PGO.

Cette adhésion a été rendue possible par les progrès réalisés en matière de transparence budgétaire, de participation citoyenne, d'accès à l'information et de gouvernance ouverte.

Entre 2022 et 2024, le score d'éligibilité du pays est passé de 10/16 à 12/16, notamment grâce aux avancées reconnues dans le domaine du budget ouvert.

ACTEURS IMPLIQUÉS

ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

GOUVERNEMENT BÉNINOIS

en particulier la Division du budget ouvert à la Direction générale du budget, l'Agence des Systèmes d'Information et du Numérique (ASIN), et le Bureau d'Analyse et d'Investigation de la Présidence de la République (BAI) sont les points de contact initiaux du PAGOF de 2018-2024

RÉSEAUX RÉGIONAUX ET INTERNATIONAUX du gouvernement ouvert

PROCESSUS

L'adhésion du Bénin au PGO a reposé sur un accompagnement associant sensibilisation, renforcement des capacités et appui technique, dans un contexte politique favorable.

RÉFORMES

Depuis 2016, le Bénin a engagé d'importantes réformes visant à renforcer la gouvernance, la transparence budgétaire et l'accès à l'information. Son adhésion à des initiatives internationales comme le réseau "Global Initiative for Fiscal Transparency" (GIFT) en 2018 et l'adoption de pratiques inspirées de l'OCDE et du FMI ont contribué à améliorer sa performance, faisant du pays le plus transparent d'Afrique francophone selon l'Indice du budget ouvert (2021), et 8^e au niveau mondial pour la transparence des dépenses fiscales (2023).

LOI SUR L'ACCÈS À L'INFORMATION

Parallèlement, le Bénin avait finalisé un projet de loi sur l'accès à l'information ainsi que des textes d'application, notamment sur l'Open Data. Ces avancées lui ont permis de remplir (en 2017-2019) les critères d'éligibilité au Partenariat pour un gouvernement ouvert (PGO) sans y adhérer, malgré l'absence initiale d'un ancrage institutionnel.

ÉVÉNEMENTS RÉGIONAUX ET INTERNATIONAUX

L'appui orienté vers les critères d'éligibilité du gouvernement ouvert à travers le PAGOF aura permis au Bénin de participer à des événements régionaux et internationaux, notamment les séminaires régionaux du PAGOF organisés en Tunisie en 2018, au Burkina Faso en 2022, Abidjan en 2019 et 2023, et le Sommet mondial du PGO en Estonie en 2023.

ÉCHANGES AVEC LES PAIRS

Les échanges avec les pairs ont également contribué à affiner la stratégie d'adhésion du Bénin au PGO. Grâce au PAGOF, le pays a pu approfondir pendant plusieurs années ses connaissances des standards du gouvernement ouvert. Il a ainsi mis en place une démarche ciblée pour un suivi rigoureux de ses critères d'éligibilité et bénéficié d'un appui spécifique à l'opérationnalisation de sa feuille de route d'adhésion élaborée et validée par le Bureau d'Analyse et d'Investigation de la Présidence de la République (BAI) à l'issue du séminaire régional du PAGOF à Abidjan en 2023.

Cet accompagnement spécifique à l'opérationnalisation de la feuille de route d'adhésion, comportait plusieurs

ACTIONS CLÉS

UNE MISSION CONJOINTE AFD/EF

en avril 2024 a permis d'échanger avec les autorités béninoises (BAI, ministères concernés, Cour des comptes, etc.) sur le respect des critères d'éligibilité du pays à l'PGO, notamment la publication des rapports budgétaires et d'audit 2023 pour le critère d'éligibilité technique, la lettre d'intention, le rôle du ministère point focal pour le critère d'éligibilité politique (2021).

La finalisation du chantier
OPEN DATA
conduit par l'ASIN et appuyé par Expertise France de juin à décembre 2024.

La mission d'expertise technique de juillet à octobre 2024 conduite par la maison de la société civile du Bénin dont l'objectif était de faire une **CARTOGRAPHIE DES OSC** actives sur les axes thématiques de l'PGO. Cette cartographie une fois l'adhésion du pays à l'PGO en janvier 2025, aura permis la mise en place rapide en mars 2025 de la plateforme des OSC et le vote à l'unanimité de Social Watch comme point de contact société civile pour le PGO au Bénin.

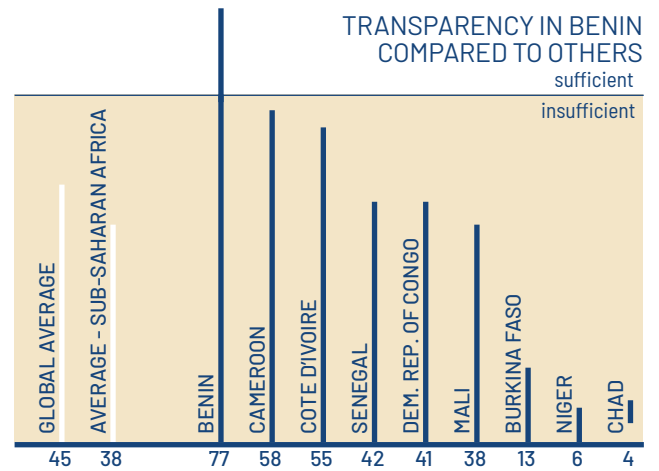
L'ensemble de ces actions a permis au Bénin de remplir les conditions d'éligibilité requises et de rejoindre officiellement le PGO en janvier 2025 avec pour point focal le Ministère de l'Economie et des Finances, ouvrant ainsi une nouvelle phase consacrée à la création d'un Forum multipartite réunissant les administrations publiques et les organisations de la société civile.

Ce cadre de concertation a servi de base au lancement du processus de co-création du premier Plan d'action national, centré sur l'accès à la justice, la transparence budgétaire, la gouvernance locale ouverte et la gouvernance numérique.

En parallèle, le Bénin a aussi rejoint le Réseau africain des Parlements ouverts, une autre initiative impulsée par le PGO.



Visite de l'Unité de soutien de l'PGO pour accompagner le premier plan d'action national du Bénin – 2025



DÉFIS RENCONTRÉS

- La nécessité de satisfaire aux critères techniques d'éligibilité du PGO
- La mobilisation durable des acteurs publics et non étatiques autour d'un agenda encore relativement nouveau dans le contexte national
- Les contraintes liées au calendrier politique et électoral, avec les élections législatives et présidentielles prévues entre janvier et avril 2026
- L'impossibilité pour le projet de mettre en œuvre certaines activités envisagées avec les autorités en raison de ce contexte institutionnel sensible

CONTRIBUTION DU PAGOF 2

- Plaidoyer auprès des autorités béninoises afin de saisir les opportunités liées à l'adhésion au PGO
- Appui technique au respect des critères d'éligibilité via la participation aux différents séminaires régionaux et l'organisation d'échanges entre pairs
- Facilitation de la participation aux espaces régionaux et internationaux d'échange
- Accompagnement à la conception et mise en œuvre d'une feuille de route pour l'adhésion
- Appui technique et institutionnel aux administrations concernées
- Promotion du partage de bonnes pratiques régionales
- Soutien à la revue du cadre législatif et réglementaire
- Appui à la société civile dans la réalisation d'un diagnostic de ses capacités

EFFETS OBSERVÉS

- Adhésion officielle du Bénin au Partenariat pour un Gouvernement Ouvert en avril 2025
- Amélioration du score d'éligibilité du pays
- Renforcement des capacités techniques des administrations concernées
- Création d'un Forum multipartite
- Lancement de la co-crédation du premier Plan d'action national du PGO
- Intégration du Bénin dans les réseaux régionaux/globaux du gouvernement ouvert
- Consolidation de la réputation du pays comme référence en matière de transparence budgétaire.

FACTEURS DE DURABILITÉ

Plusieurs éléments favorisent la pérennité des acquis :

- L'existence d'un engagement politique et d'un portage institutionnel national ayant conduit à l'adhésion officielle au PGO
- La mise en place d'un Forum multipartite institutionnalisé
- Le processus d'élaboration d'un premier Plan d'action national
- Le portage institutionnel par un Ministère d'Etat avec des prérogatives élargies, économie et finance, budget et fonction publique (le choix de la Direction générale du budget comme point de contact national)
- La participation active de la société civile active sur les chantiers du PGO est encouragée par une confiance réciproque de la part des autorités gouvernementales
- L'intégration du Bénin dans des réseaux régionaux

ENSEIGNEMENTS TRANSFÉRABLES

Plusieurs enseignements utiles pour d'autres pays souhaitant rejoindre le PGO :

- L'adhésion au PGO est facilitée lorsqu'elle s'appuie sur des réformes déjà engagées et un portage politique clair
- L'adhésion est souvent le fruit des efforts continus des personnes au sein de l'administration ou des OSC qui portent et croient en l'importance du chantier
- Les échanges régionaux et l'apprentissage entre pairs constituent des leviers efficaces pour susciter l'engagement politique et technique
- L'élaboration d'une feuille de route permet de structurer et booster le processus d'adhésion
- L'association et la contribution de la société civile dès le début renforce la légitimité de la démarche
- Le renforcement simultané des capacités institutionnelles et des mécanismes de participation citoyenne favorise une appropriation durable du gouvernement ouvert

OPPORTUNITÉS FUTURES

PLAN D'ACTION NATIONAL

Accompagner le Bénin dans la finalisation, le lancement et la diffusion de son premier Plan d'Action National pour le PGO

SOUTENIR LA PARTICIPATION

du Bénin aux initiatives et réseaux du gouvernement ouvert au niveau régional et international

MISE EN ŒUVRE D'ENGAGEMENTS

Appuyer techniquement et financièrement la mise en œuvre de certains engagements ponctuels, en collaboration avec les autorités en charge

DOCUMENTS ET ANALYSES

Documenter et analyser l'expérience du parcours d'adhésion du Bénin au PGO afin d'inspirer d'autres pays

SOUTENIR LE POINT DE CONTACT PGO DU PAYS

la Direction générale du budget au Ministère en charge des Finances – dans le suivi / évaluation de la mise en œuvre du PAN

SOCIÉTÉ CIVILE

Accompagner la société civile à jouer un rôle actif et constructif dans le suivi de la mise en œuvre du PAN

FORUM MULTIPARTITE

Soutenir le rôle et les travaux du Forum multipartite